

ENQUÊTE – NOUVEAUX MAIRES 2026

Décider, protéger, transformer

Rapport d'analyse des réponses – synthèse politique et opérationnelle

248 réponses exploitables	69 % citent les finances locales	77 % citent la complexité administrative	23 % se disent protégés cyber
-------------------------------------	--	--	---

Source : export Fluent Forms / WordPress, questionnaire « Sondage maire Mai Juin 2026 ».

Analyse produite le 16 juin 2026.

1. Synthèse exécutive

Cette enquête auprès de maires dont les nouveaux élus en 2026 dessine un paysage très net : les communes ne demandent pas d'abord de grands discours, mais de l'air, des moyens et des solutions concrètes. Le trio qui domine les réponses est celui des finances locales, de la sécurité/tranquillité publique et de l'urbanisme/logement. Derrière ces priorités se lit une inquiétude plus profonde : la fonction de maire est vécue comme de plus en plus contrainte, exposée et insuffisamment outillée.

- Les finances locales arrivent en tête : 69.2 % des répondants les citent parmi leurs trois priorités.
- La sécurité/tranquillité publique est citée par 57.9 % ; elle constitue un marqueur politique fort, même si le sentiment local majoritaire reste à la stabilité.
- La complexité administrative est le premier « choc de réalité » : 76.8 %.
- Les normes et la réglementation forment la première contrainte d'action publique : 70.5 %.
- Près de 69.9 % estiment que les maires portent trop de responsabilités sans moyens suffisants.
- Le cyber est le grand angle mort : seuls 23.2 % des répondants jugent leur commune suffisamment protégée.

Lecture politique : le maire veut rester un élu de proximité, mais il est pris dans un étau : budget, normes, attentes des habitants, faiblesse des moyens humains et montée des risques nouveaux. Le message central est donc simple : libérer la capacité d'action locale.

Ce que cela dit à un décideur national

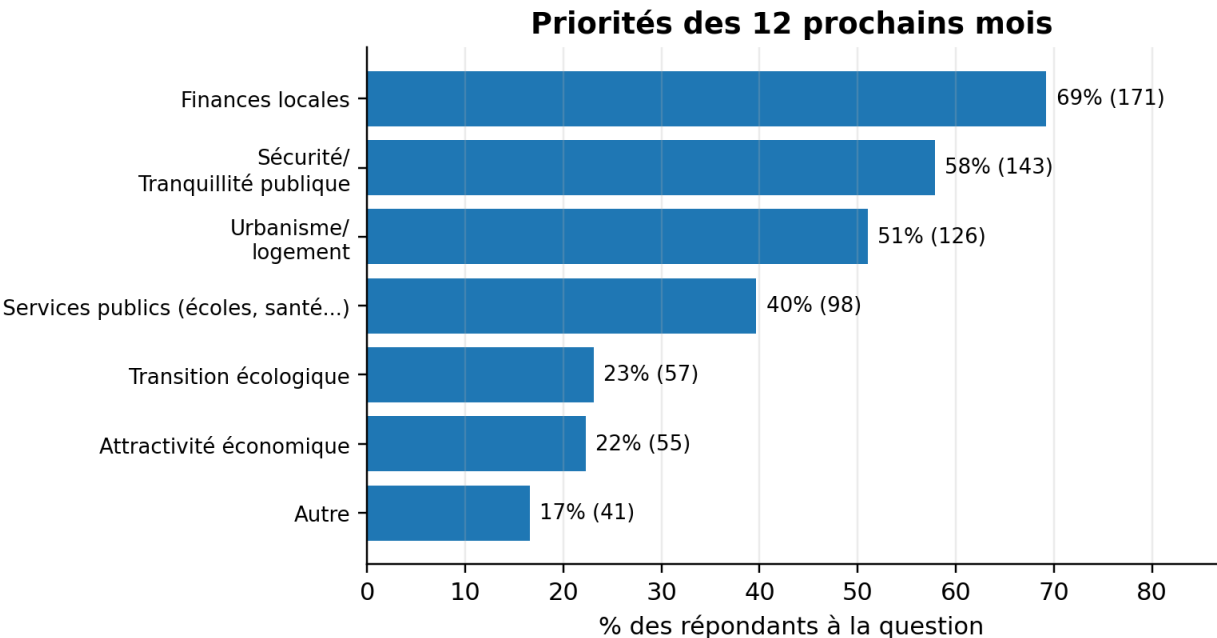
- Le sujet prioritaire n'est pas seulement « plus d'argent » : c'est un triptyque moyens, simplicité, protection.
- Le discours public doit partir du vécu concret des maires : paperasse, normes, arbitrages budgétaires, solitude face aux crises.
- La cybersécurité et les solutions clés en main constituent une opportunité politique : les communes savent qu'elles sont vulnérables, mais ne savent pas toujours par où commencer.
- La société civile est attendue par une courte majorité, mais pas plébiscitée : l'offre doit être encadrée, lisible, fiable et utile.

2. Méthode et qualité des données

L'analyse porte sur 248 villes ayant répondu. Le questionnaire comporte dix questions fermées et deux champs de verbatim. Plusieurs questions sont techniquement des cases à cocher : les pourcentages expriment donc la part des répondants ayant sélectionné chaque item, et non une répartition exclusive à 100 %.

Le rapport doit être lu comme une analyse d'un échantillon de répondants volontaires. Il révèle des tendances fortes et utiles pour un cadrage politique, mais ne constitue pas un sondage représentatif au sens strict sans information supplémentaire sur le fichier de sollicitation et le taux de réponse.

3. Les priorités immédiates : finances, sécurité, urbanisme

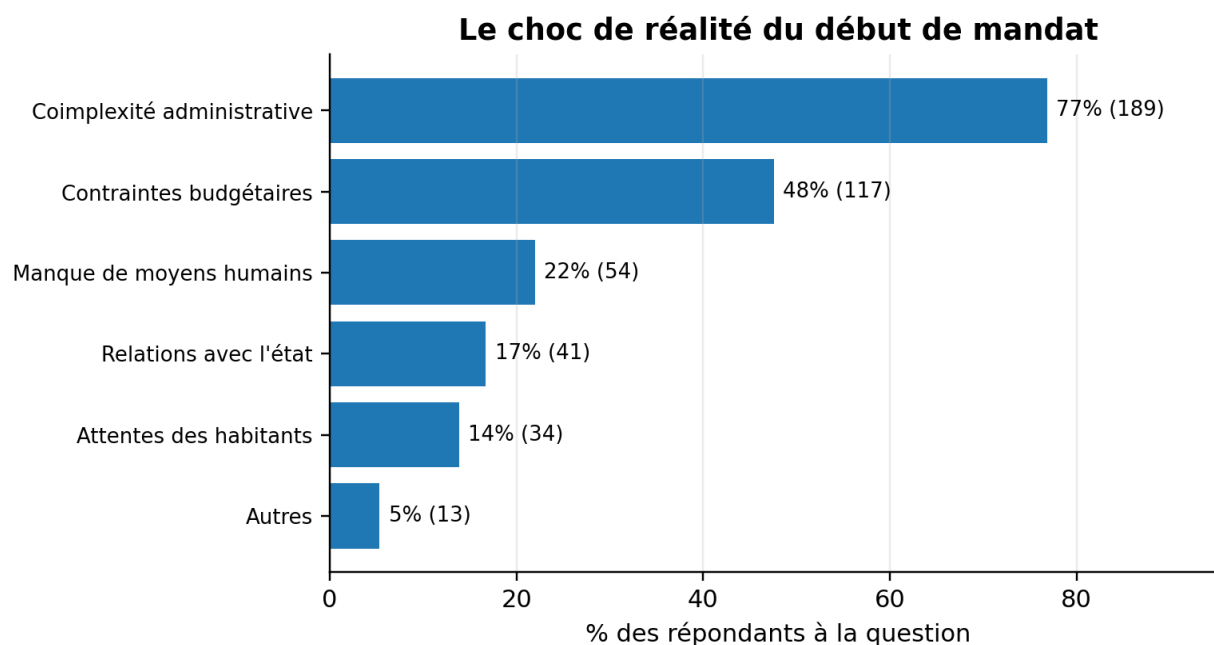


Le premier enseignement est sans ambiguïté : les maires placent les finances locales en tête des priorités immédiates. La sécurité et l'urbanisme constituent les deux autres piliers du mandat. Les services publics arrivent à un niveau élevé, mais derrière ce trio de contraintes dures.

1 Quelles sont vos 3 priorités principales pour les 12 prochains mois ?

Réponse	Nombre	% répondants
Finances locales	171	69.2 %
Sécurité / Tranquillité publique	143	57.9 %
Urbanisme / logement	126	51.0 %
Services publics (écoles, santé...)	98	39.7 %
Transition écologique	57	23.1 %
Attractivité économique	55	22.3 %
Autre	41	16.6 %

4. Le choc de réalité : la complexité administrative



La complexité administrative domine massivement les réponses. Le mot est révélateur : ce n'est pas seulement la charge de travail qui pèse, mais le sentiment d'un système qui complique l'action plutôt qu'il ne la facilite. Les contraintes budgétaires forment le deuxième choc, ce qui confirme l'impression d'un mandat sous tension : on demande beaucoup aux maires, mais avec des marges de manœuvre réduites.

2 Depuis votre prise de fonction, quel a été votre plus gros choc de réalité?

Réponse	Nombre	% répondants
Coimplexité administrative	189	76.8 %
Contraintes budgétaires	117	47.6 %
Manque de moyens humains	54	22.0 %
Relations avec l'état	41	16.7 %
Attentes des habitants	34	13.8 %
Autres	13	5.3 %

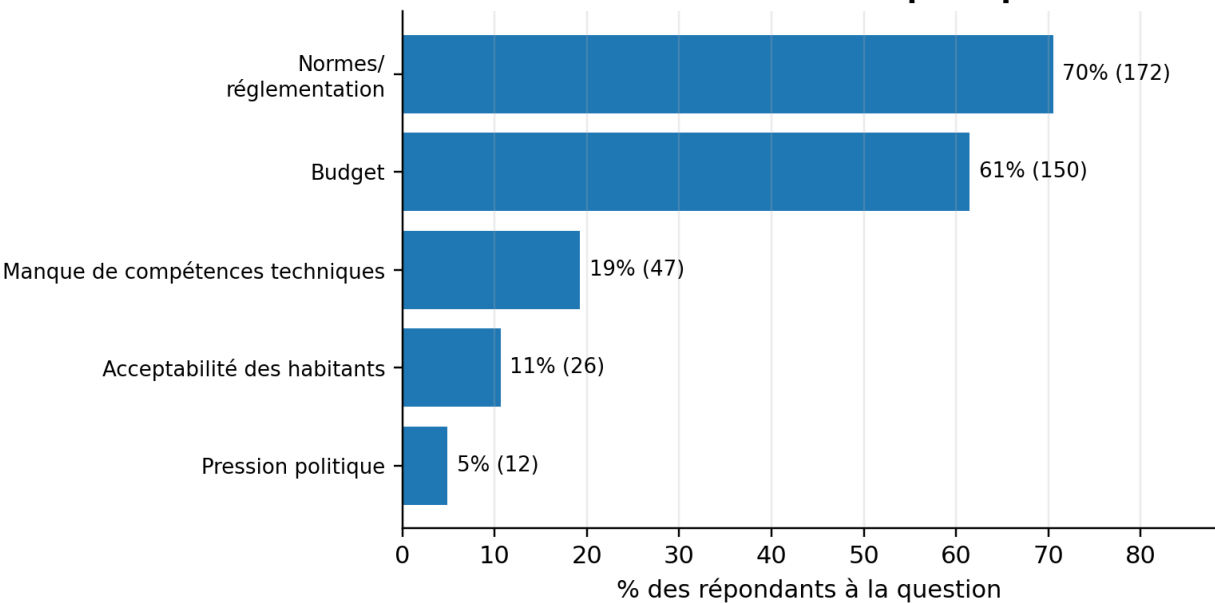
5. Gouverner : une liberté partielle, des contraintes très concrètes

À la question de la liberté de décider, seuls 32.9 % répondent clairement oui. La réponse dominante est « partiellement » (50.4 %). C’est probablement l’indicateur le plus politique du questionnaire : les maires ne disent pas qu’ils sont totalement impuissants, mais qu’ils sont empêchés.

Liberté de décider dans la commune

Réponse	Nombre	% répondants
Partiellement	124	50.4 %
Oui	81	32.9 %
Non	42	17.1 %

Les contraintes de l'action publique locale



Les deux contraintes dominantes sont les normes/réglementations et le budget. La pression politique apparaît marginale dans les réponses. Le problème central n’est donc pas d’abord partisan : il est administratif, juridique et financier.

4 Quelle est aujourd'hui votre principale contrainte dans l'action publique?

Réponse	Nombre	% répondants
Normes / réglementation	172	70.5 %
Budget	150	61.5 %
Manque de compétences techniques	47	19.3 %
Acceptabilité des habitants	26	10.7 %
Pression politique	12	4.9 %

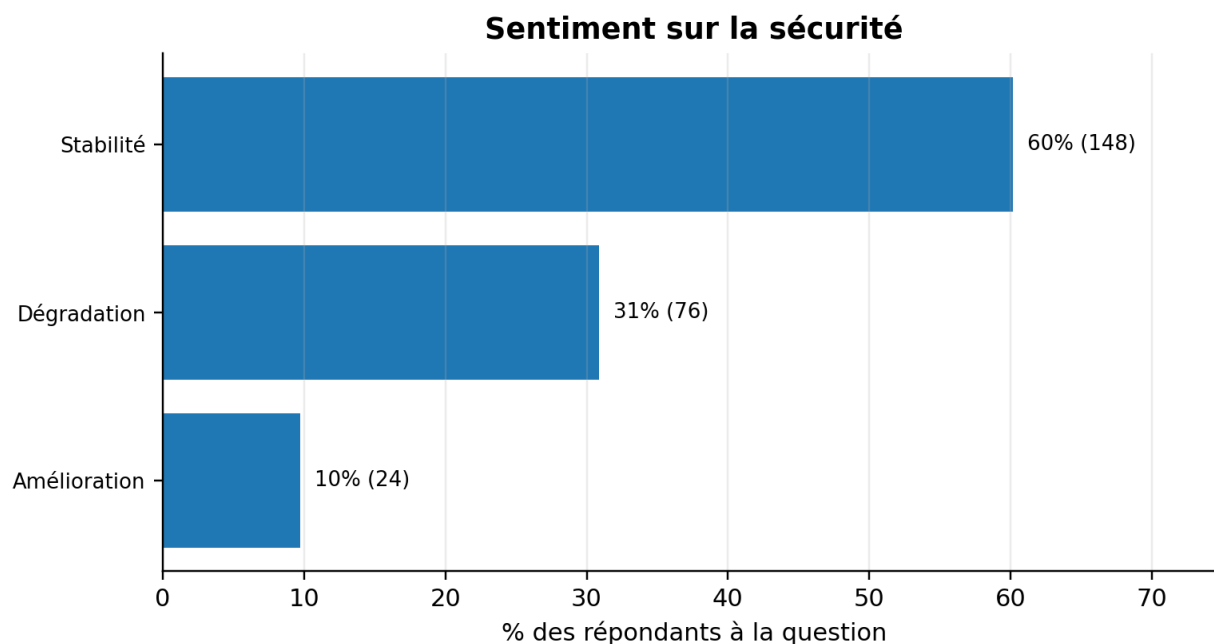
6. Responsabilité et moyens : le déséquilibre perçu

69.9 % des répondants estiment que les maires ont trop de responsabilités sans moyens suffisants. Ce résultat mérite d’être placé au cœur du message politique : les élus locaux ne réclament pas seulement de la reconnaissance symbolique, mais une réparation du contrat de responsabilité.

5 Pensez vous que les maires ont trop de responsabilités sans moyens suffisants?

Réponse	Nombre	% répondants
Oui	172	69.9 %
Ne se prononce pas	46	18.7 %
Non	28	11.4 %

7. Sécurité : stabilité apparente, inquiétude réelle

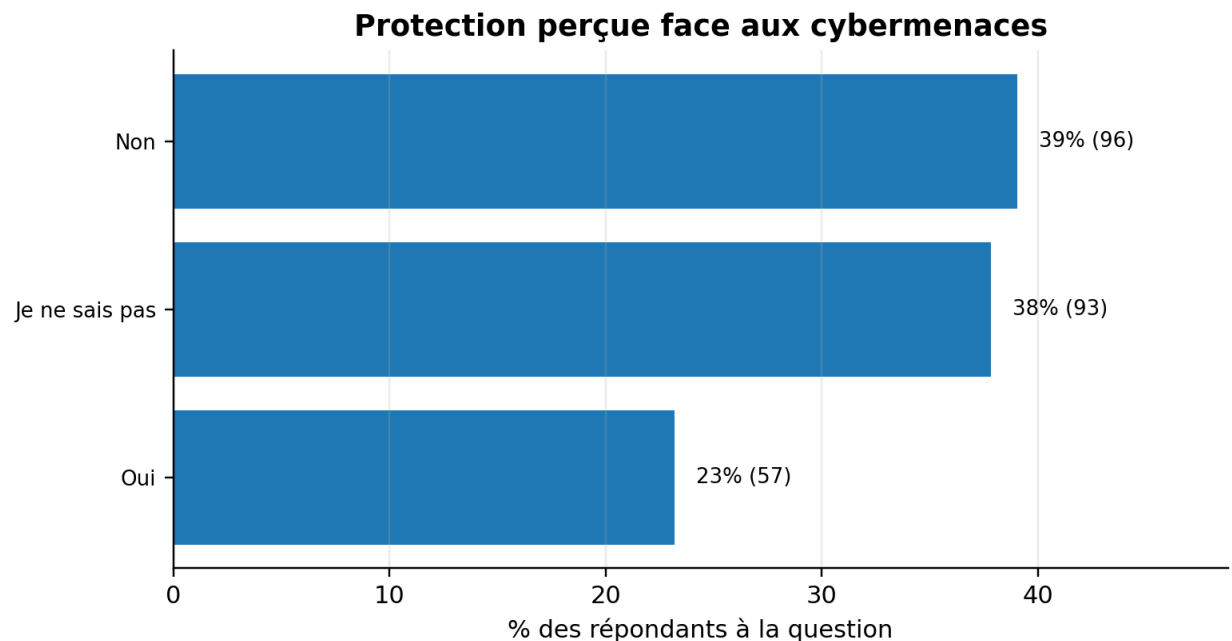


La sécurité ne se présente pas comme un effondrement généralisé : la majorité parle de stabilité. Mais près d'un tiers évoque une dégradation. Ce niveau suffit à installer le sujet comme une préoccupation structurante, surtout lorsqu'il est rapproché de la priorité accordée à la tranquillité publique.

6 Sur la sécurité votre sentiment est :

Réponse	Nombre	% répondants
Stabilité	148	60.2 %
Dégradation	76	30.9 %
Amélioration	24	9.8 %

8. Cybermenaces : le grand point faible communal



Le résultat cyber est le plus exploitable politiquement : seulement un quart environ des répondants se disent protégés. Le bloc « non » + « je ne sais pas » atteint plus des trois quarts des répondants, ce qui révèle à la fois un déficit de moyens et un déficit de lisibilité.

7 Votre commune est elle suffisamment protégée face aux cybermenaces ?

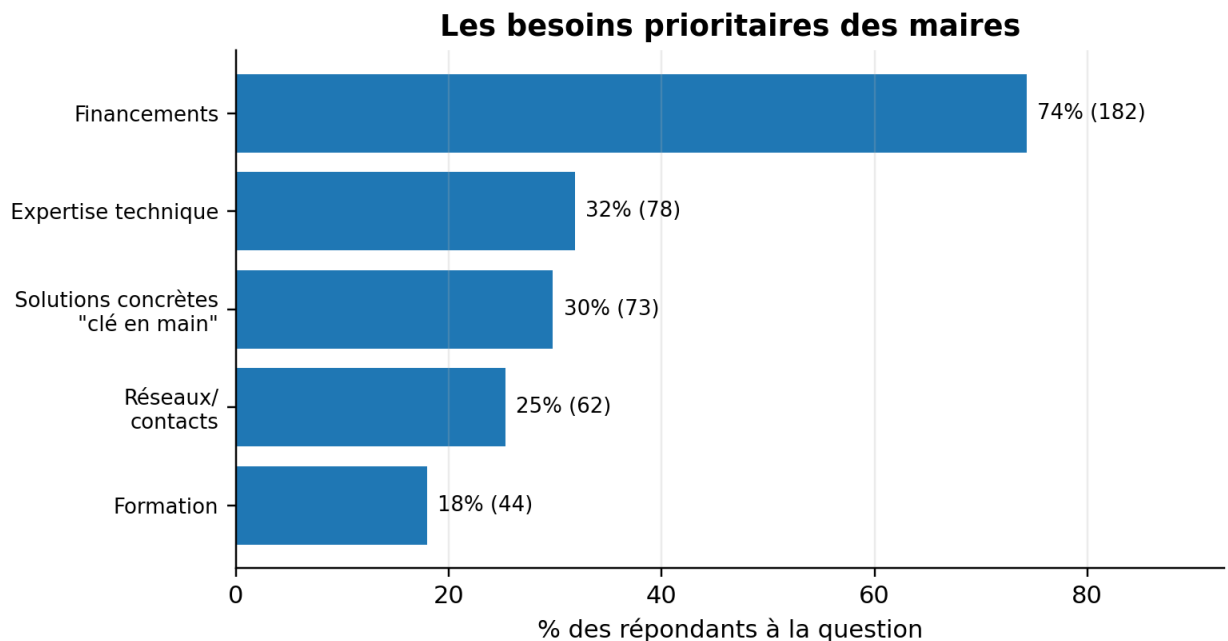
Réponse	Nombre	% répondants
Non	96	39.0 %
Je ne sais pas	93	37.8 %
Oui	57	23.2 %

Plus encore, 73.0 % déclarent n’avoir ni subi d’attaque informatique ni mis en place de stratégie cyber. Cette réponse ne doit pas être lue comme une absence de risque, mais comme un signal de sous-équipement. Beaucoup de petites communes ne savent probablement pas mesurer leur exposition.

Expérience ou stratégie cyber

Réponse	Nombre	% répondants
Aucune des deux	178	73.0 %
Mis en place une stratégie cyber	45	18.4 %
Subi une attaque informatique	23	9.4 %

9. Besoins : des financements, puis de l'expertise et du concret



La demande de financements domine largement. Mais l'expertise technique et les solutions concrètes clés en main arrivent ensuite : les maires ne veulent pas seulement des enveloppes, ils veulent des dispositifs utilisables, compréhensibles et déployables vite.

9 De quoi avez vous le plus besoin aujourd'hui ?

Réponse	Nombre	% répondants
Financements	182	74.3 %
Expertise technique	78	31.8 %
Solutions concrètes "clé en main"	73	29.8 %
Réseaux / contacts	62	25.3 %
Formation	44	18.0 %

La société civile est attendue par 51.5 % des répondants, contre 49.0 % qui ne l'attendent pas davantage. C'est un résultat équilibré : il ne faut pas vendre un retrait de l'État, mais une alliance contrôlée entre collectivités, État, entreprises sérieuses, experts et associations.

10 Attendez vous davantage de la société civile (entreprises, experts, associations) ?

Réponse	Nombre	% répondants
Oui	123	51.5 %
Non	117	49.0 %

10. Ce que les maires veulent incarner

Les verbatims confirment une aspiration très forte à l'utilité concrète, à l'apaisement et à la proximité. Le maire idéal n'est pas décrit comme un communicant, mais comme quelqu'un qui fait, écoute, protège et laisse une commune plus vivable.

- « Un maire qui aura su faire avancer son village en gardant son âme. »
- « Un maire qui a fait, qui a apaisé, qui a écouté et qui a agi pour le bien commun. »
- « Je souhaite être un maire de proximité, à l'écoute de tous les habitants, qui agit avec transparence, pragmatisme et dans l'intérêt général. »
- « Avoir trouvé l'équilibre entre les responsabilités et les actions concrètes pour les administrés. »
- « Passer pour un élu qui a fait son travail ! »
- « Un maire qui aura pu faire des travaux tout en maintenant le bien vivre entre les habitants. »

11. Recommandations politiques

Proposition de cadrage pour un responsable national :

- Faire de la liberté d'action du maire un axe central : moins de normes, délais raccourcis, responsabilité clarifiée.
- Créer un pack communal de sécurité et de cyberprotection : diagnostic simple, procédure d'urgence, prestataires qualifiés, financement fléché.
- Mettre en place un guichet unique des petites communes : budget, travaux, cyber, urbanisme, sécurité, ingénierie de projet.
- Transformer le discours sur les maires : ne pas seulement les remercier, mais leur redonner du pouvoir d'agir.
- Associer la société civile utile, mais sans privatiser la décision publique : entreprises et experts doivent fournir des solutions, pas remplacer l'élu.

Formule possible : « Nos maires ne manquent ni de courage ni d'idées. Ils manquent de temps, de simplicité et de moyens. La République doit cesser de les surveiller comme des suspects et recommencer à les armer comme ses premiers serviteurs. »

12. Note technique à corriger avant diffusion publique

- Corriger la coquille « Coimplexité administrative » dans le formulaire et dans les prochains exports.
- Remplacer les cases à cocher par des boutons radio pour les questions à réponse unique afin d'éviter les doubles réponses.
- Réexporter le champ caché « ville » : il existe dans le formulaire, mais aucune valeur n'apparaît dans le fichier de réponses.
- Ajouter un champ « taille de commune » ou le récupérer depuis un référentiel INSEE pour permettre des segmentations utiles.
- Conserver les verbatims, mais prévoir une anonymisation avant diffusion externe.

Annexe – Tableau synthétique des principaux résultats

Indicateur	Réponse dominante	Nombre	%
------------	-------------------	--------	---

Priorité n°1	Finances locales	171	69.2 %
Priorité sécurité	Sécurité / Tranquillité publique	143	57.9 %
Choc principal	Complexité administrative	189	76.8 %
Contrainte principale	Normes / réglementation	172	70.5 %
Responsabilités sans moyens	Oui	172	69.9 %
Cyber : commune protégée	Oui	57	23.2 %
Besoin principal	Financements	182	74.3 %
Société civile attendue	Oui	123	51.5 %